



EN LUTTE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI



ECHEC DE LA COP26



REUTERS/SIPHIWE SIBEKO

**CRISE SANITAIRE :
POUR UNE MOBILISA-
TION DE NOTRE CLASSE**

**PUBLICATION EN FRANÇAIS
DU LIVRE « ANARCHISME ET
COMMUNISME »**

Pour une mobilisation de notre classe face à la gestion criminelle de la crise sanitaire !

Comme nous le montre dramatiquement la dernière vague de contaminations, la pandémie de COVID-19 n'est pas derrière nous : des gens sont gravement malades et meurent encore de la maladie. On compte 1341 décès en Belgique, rien que pour le mois de décembre, ce qui amène le total à 28 407.¹ Dans le monde, les chiffres, largement sous-estimés, dépassent déjà les 5 millions de morts. Il s'agit principalement de travailleurs pauvres ayant peu d'accès aux systèmes de santé. Après la France et l'Italie, la Belgique a également imposé un Covid Safe Ticket (CST), donnant une fausse impression de sécurité. Au lieu de prendre de réelles mesures pour protéger les personnes à risque et pour freiner la contamination, le gouvernement et le patronat avancent leur solution : le CST, accompagné plus récemment par l'assouplissement des mesures de testing et de quarantaine.

À l'image de la gestion de la pandémie dès le début, qui fut criminelle



Manifestation de La Santé en Lutte, le 13/09/2020

(pas de masques, absence de confinement total, reprise du travail en pleine pandémie), la grande bourgeoisie belge impose le CST, qui est un pas de plus dans cette direction : exposer les travailleurs aux risques de la maladie pour garantir ses profits. Il s'agit d'une avancée de plus dans la propagande qui nous martelait encore il y a peu : que l'épidémie est derrière nous et que la vie peut reprendre comme avant si vous êtes vaccinés ou testés négatifs. Avec le

CST, plus besoin de distanciation et de masques. C'est le règne de la liberté individuelle, et surtout, la liberté, exigée par le capital, de circuler de nouveau sans limites. Tout cela au mépris du principe de précaution le plus élémentaire ; au mépris des dernières évidences médicales qui montrent que l'on peut être malade même en ayant pris la double dose de vaccin ; et enfin, au mépris des données scientifiques concernant la transmission possible

LIT-QI

LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

- Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, à nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

par des vaccinés, et sans parler des personnes testées mais non vaccinées qui, elles, transmettent plus efficacement le virus si elles le contractent.

Comme pour la vaccination, qui serait un choix personnel, la logique de la liberté individuelle est ici aussi à l'œuvre : avoir ton CST pour te donner accès à tes droits au niveau individuel. Pour nous, si le droit à l'enseignement, aux loisirs, à la culture ou au sport doit être garanti à chacun, c'est dans un cadre collectif qu'il doit être mis en œuvre, pour que tous puissent en bénéficier. C'est à l'État de proposer une organisation de la culture, du sport et de l'enseignement, adaptée à la situation actuelle en donnant des moyens supplémentaires. Il faut adapter l'offre en temps de pandémie : mettre à disposition de nouvelles infrastructures, offrir la gratuité des activités en extérieur, réduire les groupes et renforcer le personnel encadrant. Dans l'enseignement, les cours à distance sont un outil, mais doivent être limités. Et, surtout, il faut investir massivement pour équiper chaque élève. Sinon, les mesures sont totalement discriminantes pour les enfants des travailleurs les plus pauvres.

À l'opposé, la logique individualiste finit par diviser la population, et cela permet au gouvernement de dire que ce sont les non-vaccinés qui sont les responsables de l'épidémie et de décider de licencier le personnel soignant qui ne veut pas se faire vacciner, ce qui donne au passage un excellent argument aux directions pour licencier du personnel. Nous pensons que si de nombreux travailleurs sont contre la vaccination c'est, avant tout, parce que le gouvernement a largement démontré qu'il ne se souciait pas de notre santé, mais bien des profits des employeurs et des industries pharmaceutiques. Ces dernières sont bien en quête de profit, mais cela ne prouve pas

qu'il ne faut pas se faire vacciner. Comme l'écrivaient nos camarades italiens, la pandémie représente effectivement une opportunité pour ce secteur : « tout comme les guerres impérialistes pour les industries de l'armement et les tremblements de terre pour les entreprises de construction. Mais notre objectif immédiat et prioritaire est de survivre à la pandémie, car ce n'est qu'en survivant que nous pourrions lutter pour un monde sans patrons ni profits. »²

Le triste exemple des décisions honteuses du Comité de Concertation (CODECO) de décembre, de fermer les écoles une semaine avant ces vacances, en laissant tous les autres secteurs ouverts, témoigne d'une gestion désastreuse, source de méfiance légitime. Pour nous, il est clair que ce ne sont pas les soignants récalcitrants aux vaccins qui doivent être licenciés, mais le gouvernement, qui a géré cette crise en mettant leur vie en danger, en ne fournissant aucun matériel de protections, en refusant d'engager massivement. Et il a mis la santé de l'ensemble des travailleurs en danger en ne payant pas un salaire de 100 % en cas de quarantaine et en n'organisant pas les lieux de travail de manière adéquate ; en laissant le virus circuler dans les transports publics ; en refusant d'investir massivement dans les soins de santé.

De plus, pour la grande bourgeoisie, le CST est également une bonne mesure parce qu'il représente un pas de plus dans la gestion autoritaire et liberticide de la société. En effet, le CST, c'est plus de contrôle social, plus d'agents de sécurité, des contrôles au café, au musée, au cinéma. Et, bien sûr, un contrôle encore plus important des manifestations, des rassemblements et des réunions... Et tout cela au nom de la « lutte contre la pandémie ».



Appel à la manifestation Pour la Liberté du 21 novembre 2021

Cette polarisation entre vaccinés et non vaccinés permet à la droite et à l'extrême droite de canaliser le mécontentement de nombreux travailleurs. Les manifestations du 21 novembre dernier et les suivantes ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes. Mais bien que de nombreux participants avaient des revendications progressistes, ils étaient tous fédérés derrière le côté réactionnaire de la « liberté individuelle », celle des antivax de ne pas se faire vacciner, de ne pas porter le masque et de contaminer d'autres personnes. C'est la liberté de la petite bourgeoisie, celle de faire tourner son business avec le moins de contraintes possibles, peu importent les risques. Nous devons avertir les travailleurs qui participaient à ces manifestations, que cette liberté-là sera utilisée demain par les forces sociales réactionnaires organisant ces rassemblements pour réprimer nos actions et piquets de grève au nom de la « liberté de travailler ». Et s'ils tolèrent par opportunisme des personnes d'origine étrangère dans leur cortège, demain ils les tasseront, car ils revendiqueront la

« liberté » de décider qui peut être sur « leur » territoire belge, ou non.

Une campagne de vaccination destinée à garantir les profits

Si le vaccin est une arme très importante dans la lutte contre le COVID-19, il n'est pas l'unique solution, il a ses limites et il doit être combiné avec les mesures de prudence - à savoir la distanciation, le port du masque et l'hygiène des mains, ainsi que le testing massif. Ce dernier n'est toujours gratuit qu'à certaines conditions, ce qui limite son efficacité. Quant au tracing, les dysfonctionnements sont tels qu'il faudrait revoir complètement son organisation.

Dans les pays où la campagne massive de vaccination de la population a eu lieu, elle a été faite par la bourgeoisie pour au plus vite les travailleurs à leurs postes de travail, pas pour protéger efficacement la population.

De son côté, le secteur pharmaceutique fait tout pour tirer un maximum de profit de la production de vaccins sans rechercher à éradiquer la pandémie. Des profits d'autant plus énormes que la recherche a été principalement financée par les États, c'est-à-dire par nous.

Pour tout épidémiologiste sérieux, il est évident que, pour mettre un terme à cette pandémie et éviter les mutations du virus, il faut vacciner l'ensemble de la population mondiale simultanément. Mais là nous voyons une limite inhérente au système capitaliste. En effet, ce dernier c'est mondialisé pour faire de plus en plus de profit, en exploitant toujours plus les travailleurs et les ressources naturelles, en polluant toujours plus. C'est sa logique profonde. Et quand une pandémie mondiale arrive et menace son propre

fonctionnement, il est incapable de gérer ce défi sanitaire à l'échelle mondiale. Car cela supposerait également de réduire, voire d'annuler, les marges bénéficiaires sur les vaccins afin de pourvoir tout le monde, de supprimer les brevets qui interdisent à d'autres entreprises et états d'en produire ou de les fabriquer. Le résultat est que les pays pauvres dépendent de la charité des pays riches, ou ne peuvent s'offrir que des vaccins moins efficaces, un véritable apartheid vaccinal. De plus, pour trouver une solution à cette pandémie, la bourgeoisie aurait dû également ne pas avoir complètement détruit les systèmes de santé dans le monde, sous prétexte de remboursement des dettes publiques.

Ainsi, si on ne distribue pas des vaccins aux États qui ne peuvent pas en produire, si on n'organise pas une vaccination internationale coordonnée, de nouveaux variants apparaissent inévitablement, qui risquent de prolonger pour longtemps cette pandémie. C'est ce que démontre clairement le variant Omicron. Pour l'instant il semble être moins dangereux, mais il peut également muter vers une autre souche, plus mortelle. La levée des brevets sur les vaccins est donc une nécessité immédiate, face à la gestion capitaliste criminelle de cette pandémie.

Ajoutons que dans cette campagne de vaccination, accompagnée inévitablement de possibles effets secondaires, il n'y a aucune prise en compte des risques de la part de l'État. En effet, suite à une clause acceptée par l'UE, les conséquences des effets secondaires sont à la charge des États et on en parle donc le moins possible, ce qui rend leur reconnaissance très compliquée. Ce qu'il faudrait faire, c'est avoir une campagne de vaccination qui tient compte des risques existants liés aux vaccins ; il faut décider en conséquence quel vaccin convient

à qui ; et en excluant les travailleurs à risque, il faut leur permettre de rester à la maison avec un salaire garanti à 100 %. Mais, évidemment, une telle campagne de santé publique, pourtant possible avec les données existantes, n'intéresse pas la bourgeoisie.

Pour une lutte efficace contre le COVID-19

Ce qui intéresse la bourgeoisie est ce que nous mentionnons plus haut : l'ouverture maximale de tous les commerces et industries, pour que nous puissions aller travailler. Car notre travail est la seule source de revenus de cette classe parasitaire.

S'il est drôle de dire CODECON, cela reste un slogan populiste, car les ministres sont tout sauf des imbéciles quand il s'agit d'être aux ordres des employeurs. Ainsi, des mesures qui paraissent incohérentes, comme laisser les commerces non essentiels ouverts quand on ferme le secteur de la culture, sont en fait parfaitement cohérentes dans leur logique capitaliste, car on privilégie le profit, pas la culture. Ce n'est contradictoire que si on suppose que nos dirigeants mettent tout en œuvre pour lutter efficacement contre cette pandémie et protéger nos vies, ce qui n'est pas le cas.

Nous devons donc aller contre leurs mesures qui servent l'économie capitaliste et qui interdisent de sacrifier les bénéfices des patrons, mais autorisent le sacrifice de la vie des travailleurs. C'est pour cela que nous sommes pour la réduction maximale du personnel sur les lieux de travail non-essentiels, pour la réorganisation sécurisée de l'ensemble des postes de travail par nos organisations. Nous devons imposer les mesures que nous jugeons nécessaires pour notre sécurité ! Et la première mesure à exiger est le

paiement du salaire à 100 %, en cas de quarantaine ou d'impossibilité d'aller travailler pour cause de fermeture d'écoles ou de crèches.

Pour lutter efficacement contre la pandémie, nous sommes plus que jamais pour une campagne internationale de vaccination massive, dirigée par les travailleurs et leurs organisations. Une campagne avec une information claire et cohérente et non une série de messages contradictoires et de PowerPoint incompréhensibles !

Nous recommandons aux travailleurs et à leurs familles de maintenir les règles de sécurité sanitaire : la pandémie n'est pas derrière nous ! Maintenons une distance de sécurité, ainsi que le port du masque en intérieur et quand nous sommes à moins de 1,5 mètre d'une personne que nous ne connaissons pas.

L'austérité et la destruction de nos droits sociaux se poursuivent

Rappelons que la crise économique mondiale, sur laquelle est venue s'ajouter la pandémie, continue. C'est la perte continue des profits, renforcée par la pandémie, qui est la raison principale de cette politique de la « normalité » qui minimise les risques actuels du COVID-19.

Les gouvernements continuent d'imposer des mesures d'austérité de plus en plus dures. Mais cela passe presque inaperçu, car ils profitent de la situation sanitaire pour effacer toute discussion et information sur les réformes du gouvernement. Un des axes principaux de la déclaration de politique d'octobre 2021 de notre gouvernement fédéral est la remise au travail des malades de longue durée. Ils traquent la « fraude » sociale, mais pas la criminalité financière, et les patrons et les riches qui ne paient pas d'impôts peuvent dormir

tranquilles. Les licenciements massifs se poursuivent et l'exploitation au travail ne fait qu'augmenter. Et quand une entreprise comme Logistics, qui appartient au groupe allemand Kuehne+Nagel et qui fait d'énormes bénéfices, notamment grâce à la pandémie, annonce le licenciement de presque 600 travailleurs à Nivelles, nos directions syndicales calment les travailleurs courageux qui se mettent en lutte, et acceptent la procédure de licenciement collectif. Le dernier accord obtenu par les négociateurs syndicaux confirme le licenciement massif et prévoit même la fermeture du site en juin plutôt qu'en octobre 2022. Dans l'accord, les travailleurs ont reçu l'autorisation « de changer de travail sans contrepartie », mais aucun emploi ne sera sauvé !

C'est cette même stratégie défensive et défaitiste que nos directions syndicales adoptent dans les négociations de la lutte des employés de Lidl, quand ils défendent les caca-huètes cédées par la direction au lieu de durcir le mouvement et de l'étendre à la Belgique entière. C'est aussi par des ballades syndicales qu'ils prétendent lutter pour le pouvoir d'achat ou nos libertés syndicales alors qu'aucune revendication offensive n'est présentée, comme le retour du pétrole dans l'index ou la suppression du service minimum dans les transports en commun en cas de grève.

Nous sommes fatigués de subir ce défaitisme. Nous sommes fatigués d'être écrasés par l'augmentation des factures de gaz et d'électricité, fatigués des salaires de misère et de la gestion criminelle de la pandémie qui nous amène trop souvent à pleurer nos proches. Nous ne devons plus rien attendre de la stratégie de nos directions syndicales, ankylosée dans la collaboration de classes. Nos puissantes organisations syndicales doivent être au service de nos

AUSSI SUR LE SITE DE LA LIT EN FRANÇAIS :

► **La classe ouvrière entre en scène en Afrique**

► **Non au pillage! Le lithium pour le Chili !**

► **Un soulèvement populaire au Kazakhstan ! Les troupes russes hors du Kazakhstan ! A bas le gouvernement Nazarbayev-Tokayev !**

► **Soutenir la révolution soudanaise**

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal **En Lutte** est 100 % indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de 20 EUR pour 10 numéros.

- Versez le montant sur le compte *Ligue Communiste des Travailleurs* BE83 6528 5492 2215 avec mention de votre nom et « Abonnement EL »
- Communiquez votre adresse postale à contact@lct-cwb.be

luttres, et non au service du copinage avec l'État et les patrons. Nous devons nous mettre à discuter d'une stratégie alternative pour diriger nos luttres, et ce, dans chacun des secteurs où nous nous trouvons. Et cela commence par discuter entre nous, à la base, et élire des comités de lutte. Car il n'y aura pas de solution à la crise économique ni à la pandémie, en dehors de notre organisation collective, de notre mobilisation dans des grèves massives qui mettent les patrons à genoux. Et à tous ceux qui espèrent obtenir un peu plus en poussant gentiment le cours actuel de nos directions syndicales vers la gauche, nous disons que la collaboration de classes ne peut produire autre chose que le maintien de l'exploitation capitaliste et la démoralisation des travailleurs. La seule solution est la rupture totale avec cette politique, et son

remplacement par un syndicalisme de base combatif !

Pour une mobilisation massive qui revendique une gestion solidaire de la crise

De nombreuses manifestations ont lieu en Europe contre les mesures restrictives. Elles sont souvent très progressistes, comme les nombreuses mobilisations en France cet été. Nous devons développer ce mouvement déclenché par le profond sentiment dans notre classe que le système capitaliste et ses gouvernements sont la source de tous nos problèmes. Mais les manifestations de la droite nationaliste et de l'extrême droite ne sont certainement pas le lieu pour exprimer nos revendications, car elles ne revendiquent aucune solution collective : c'est du

chacun pour soi. Nous devons au contraire soutenir et développer des mobilisations de notre classe qui proposent des solutions collectives, comme celles des soignants, contre une gestion autoritaire et capitaliste de la crise et pour des mesures solidaires et pédagogiques.

L'unique solution est de se mobiliser, non pas contre la santé publique, mais pour une gestion collective de la pandémie, pour un salaire garanti, pour l'engagement massif dans les soins de santé, pour l'ouverture de centres de santé COVID qui déchargeraient les hôpitaux et permettent de soigner le reste de la population, pour l'aide massive aux petits indépendants qui paient le prix fort de la crise sanitaire. Et ce n'est que dans ces mobilisations que nous pourrions avancer vers le renversement du système capitaliste !

► **Le Covid Safe Ticket n'est pas la solution ! La pandémie n'est pas finie : protégeons-nous !**

► **Pour une campagne massive et internationale de vaccination !**

► **Levée immédiate des brevets ! Nationalisation du secteur pharmaceutique !**

► **Augmentation générale des salaires et des allocations : pour le retour du pétrole dans l'index !**

► **Pour l'unité des travailleurs en lutte, des collectifs de travailleurs, des délégations syndicales combattives !**

► **A bas la collaboration de classes de nos directions syndicales !**

A lire le site de la LIT-QI :

Dossier spécial sur les 30 ans de dissolution de l'URSS :

Actuellement, il y a de nombreux débats parmi les activistes qui luttent à l'échelle internationale, principalement sur la manière de faire face aux crises imposées par le capitalisme. Depuis presque deux ans, nous vivons une pandémie qui est loin d'être maîtrisée et qui a montré, une fois de plus, que ceux qui souffrent le plus de ses conséquences sont les pays pauvres et la classe ouvrière mondiale. (...)

Lire l'article de présentation du dossier spécial : « Un voyage à travers l'histoire de l'ex-URSS » :

<https://litci.org/fr/un-voyage-a-travers-lhistoire-de-lex-urss/>

<https://litci.org/fr/category/dissolution-de-lurss/>

Notes :

[1] Données pour la période du 28/11.2021 au 4/01)2022. Voir <https://www.sciensano.be/>

[2] <https://litci.org/fr/italie-green-pass-et-vaccins-entre-propagande-et-folie>

Théorie : publication en français du livre « Anarchisme et communisme »

Prochainement la LCT va publier pour la première fois en français le livre « Anarchisme et communisme » d'Evgeni Preobrazhenski. En plus d'être un document d'une grande valeur car il est écrit durant les premières années du régime soviétique, il est un excellent document de formation sur la théorie marxiste de l'état. Suivez nos réseaux sociaux pour suivre la sortie ou contactez-nous pour le pré-commander.



demandera peut-être un lecteur, considèrent-ils que la liberté absolue est pire que la vie avec imposition, d'où qu'elle vienne ? Non, répondront les communistes : pour l'homme et pour la société, la liberté absolue vaut mieux que la vie avec une liberté restreinte, mieux que la nécessité d'agir en toutes circonstances sous la contrainte de la violence et contre sa propre volonté. Mais si nous demandions à un libéral bourgeois, par exemple, quel est l'idéal ultime du parti libéral, il répondrait lui aussi que la liberté absolue

de l'homme et de l'humanité est le but ultime de sa lutte. Il s'avère donc que l'aspiration à la « liberté absolue » ne donne aucune possibilité de distinguer le communiste de l'anarchiste ; qui plus est, elle oblige à accepter la compagnie du libéral bourgeois et, en général, de toutes les personnes, avec ou sans parti, qui reconnaissent franchement les avantages de la liberté au lieu de l'imposition et de la violence, ou qui trouvent utiles les discours et les discussions sur la liberté.

(...)

« Les anarchistes se déclarent ennemis de tout pouvoir gouvernemental et de toute violence organisée. Voici ce que Kropotkine, par exemple, écrit à propos de l'État :

« Nous y voyons une institution qui a servi à empêcher l'union de tous les gens entre eux, au cours de toute l'histoire de la société humaine ; une institution qui a servi à entraver le développement de l'initiative locale, à étouffer les libertés déjà existantes et à empêcher l'apparition de nouvelles libertés. Et nous savons qu'une institution qui a existé pendant plusieurs siècles et qui s'est fermement consolidée en adoptant une certaine forme dans le but de remplir un certain rôle dans l'histoire, ne peut être adaptée pour jouer un

rôle contraire. » (P. Kropotkine, L'État et son rôle historique).

Malatesta écrit : « L'État ne crée rien ; même porté à la perfection, c'est une institution superflue qui gaspille inutilement les forces populaires. » (E. Malatesta, Le système abrégé de l'anarchisme).

Dans les paragraphes cités ci-dessus, il faut distinguer deux idées.

Tout d'abord, il y a la protestation contre l'État exploiteur et la mise en évidence de l'impossibilité totale de tirer parti de cet ancien appareil d'oppression pour l'émancipation de la classe ouvrière. Sur ce point, il n'y a pas de divergence entre communistes et anarchistes. Deuxièmement, il y a la protestation contre tout État, y compris l'État prolétarien.

Mais lorsque les anarchistes tentent de retourner la répulsion que leur inspire l'État oppresseur contre l'État prolétarien, qui apparaît comme l'organisation militante des classes opprimées, tout un fossé se creuse entre communistes et anarchistes. L'anarchiste qui, à la suite de Malatesta, répète comme un perroquet que l'État ouvrier, engagé dans une lutte désespérée contre le capital international, est aussi une institution « qui gaspille inutilement les forces du peuple », ne ferait que prouver que dans sa propre tête règne l'anarchie la plus complète. Même pour un enfant, il n'est pas nécessaire de démontrer que la lutte se termine par le succès du parti le mieux organisé. La forme d'organisation la plus élevée que l'on puisse atteindre dans la société de classes est l'organisation de la classe en un État, ce qui décuple les forces de la classe qui réussit à s'unir de cette manière. C'est pourquoi le prolétariat, en organisant son État, ne « gaspille pas les forces du peuple », mais prend soin de ces forces afin d'obtenir la victoire sur la bourgeoisie en les dépensant le moins possible. Par contre, le plus grand gaspillage de forces vient de la lutte avec la méthode des anarchistes. Mais nous en reparlerons plus tard.

Table des matières :

Introduction - L'État autocratique de la noblesse - L'État bourgeois - L'État prolétarien - L'État prolétarien et sa disparition progressive - Que doit faire l'État prolétarien ? - Les anarchistes et l'État prolétarien - Que sont les soviets ? - Économie communiste et économie anarchiste - Les bases de classe de l'anarchisme - Pourquoi le lumpenproletariat est-il enclin à l'anarchisme ? - Lequel de ces partis l'anarchisme a-t-il soutenu ? - La tactique des anarchistes - De l'anarcho-syndicalisme au communisme - L'anarchisme russe en 1921 - Conclusion

Extraits :

« Le terme « anarchie », d'origine grecque, signifie absence de tout pouvoir. Les anarchistes sont donc des personnes qui aspirent à un régime social dans lequel ne doit exister aucun pouvoir ou imposition, où doit régner la liberté absolue. Mais les bolcheviks-communistes,

La réforme de bpost

Le nouveau CEO, Dirk Tirez, déclare sur tous les tons dans la presse que l'avenir de bpost, c'est la fusion du service courrier avec le service colis, que tout cela se fera sans licenciements directs, que bpost acceptera des colis de plus en plus tard de ses clients dans les centres pour une livraison plus rapide. Ajoutons que tout cela se fera avec des véhicules électriques et des panneaux solaires sur les toits des bâtiments, bref un avenir radieux pour une entreprise qui a fait, rien que le dernier semestre de 2021, 39 millions d'euros de bénéfices.

Pour bpost, une entreprise privée cotée en bourse, il s'agit de faire un maximum de profits dans un marché avec énormément de concurrence. Si, dans une interview récente (Le Soir du 15/01/22), le CEO de bpost pense à « l'avenir », ce n'est pas celui des « collaborateurs » comme il dit, mais bien celui des bénéfices des actionnaires. L'avenir du facteur, qui croule déjà sous les lettres et les colis, risque fort d'être encore pire, vu que bpost ne remplacera pas les départs à la retraite. Et ne parlons pas de la situation dans les centres de tri où les conditions de travail sont déjà intolérables avec des cadences infernales. Le corps des travailleurs est écrasé par ces gestes répétitifs que Mr. Tirez appelle la « forte capacité d'absorption des colis » de bpost. Rien d'étonnant pour un ancien secrétaire général du Nasdaq Europe, le monde de la finance, du profit à tout prix.

La pandémie

Beaucoup de travailleurs sont dégoûtés par la gestion désastreuse de la pandémie, avec un baromètre pour essayer de réguler un minimum de vie sociale et récréative, mais au mépris des conditions de vie des travailleurs qui pourraient en profiter. Il n'y a aucun souci de garantir un maintien de 100 % de salaire en cas de confinement imposé par une contamination sur le lieu de travail ou par le besoin de s'occuper des enfants devant rester à la maison. Même les hôpitaux restent soumis à la loi du profit, sans possibilité d'engager du personnel urgemment nécessaire, alors que la production de biens non-essentiels continue pour maintenir la « rentabilité ».

Surfant sur ce mécontentement, la droite et l'extrême droite organisent des manifestations, sous prétexte d'exiger la liberté : la liberté individuelle du chacun pour soi, celle de ne pas se protéger et de contaminer le voisin, au mépris de toute gestion collective de la pandémie. On n'y voit pas le moindre mot d'ordre concernant la vie de tous les jours des travailleurs victimes de la pandémie : de meilleures protections, des tests gratuits, l'amélioration des soins hospitaliers. C'est la même liberté revendiquée par les pays riches pour protéger leur population, alors que nous savons tous que la vaccination doit s'étendre sur le monde entier pour maîtriser la pandémie. La même liberté des grands groupes

pharmaceutiques de garder jalousement leurs brevets, empêchant une recherche collective et une fabrication de vaccins à l'échelle mondiale. En dernière instance, la liberté d'une minorité propriétaire des moyens de production, pour exploiter le travail



de l'immense majorité : le capitalisme, un système que l'organisation des travailleurs devra remplacer par le socialisme.

Tant pour les questions de sécurité sanitaire chez bpost que pour nos conditions de travail, nous devons constater que nos syndicats ne se battent pas. Il est temps que nous nous organisions et les obligeons à écouter les travailleurs et les travailleuses plutôt que de n'écouter que les ordres de bpost qui veut avant tout la « paix sociale », ou « bosse dur et tais-toi », peu importe que les conditions de travail soient déplorables.

**► Non aux assouplissements des mesures sanitaires !
Paiement à 100 % du salaire en cas d'éloignement du travail.**

► Non aux cadences infernales ! Engagement de personnel ! CDI pour tous !

► Augmentation des salaires pour les travailleurs, pas de bénéfices pour les actionnaires !

>> Suite de la dernière page :

Libérez Georges Abdallah !

les camps de réfugiés au Liban est intense. Touché par la réalité de la cause révolutionnaire palestinienne, ces Fedayins dont parle Jean Genet³, exilés au Liban depuis 1971, dans un pays détruit par la crise, ravagé par une guerre civile inter-bourgeoise sanglante à partir de 1975, meurtri par les exactions impérialistes et sionistes, Georges Abdallah prend fait et cause pour la révolution internationaliste portée par la résistance palestinienne. Peu avant les tristement célèbres massacres de Sabra et Chatila, les combattants palestiniens sont à nouveau forcés à l'exil et plusieurs groupes, dont fait partie G. Abdallah décident de porter la résistance dans le monde entier, pour frapper les intérêts impérialistes et les soutiens israéliens là où ils se trouvent. Nous n'encourageons pas cette politique d'actions violentes individuelles, au détriment de la mobilisation de la classe. A cette époque, les politiques de terreur de l'état raciste d'Israël - bombardements, attentats, assassinats - ont contraint certains groupes de résistance vers des stratégies d'attentats ciblés.

Bien que nous soyons opposés à la politique avant-gardiste qui se substitue à la mobilisation de notre classe, nous serrons les rangs autour de ces camarades contre la répression de la bourgeoisie, indépendamment de nos divergences.

G. Abdallah se trouve ainsi à Lyon dans les années 80. Arrêté en 1984 pour une histoire de faux-vrais papiers fournis par l'Algérie, il est condamné à 4 ans pour détention d'armes. Puis, sur fond de pressions israéliennes et américaines, dans l'hystérie d'une vague d'attentats

qui secouent la France et alors qu'il croupit en prison depuis près d'un an, la DST annonce la « découverte » providentielle d'une arme dans un appartement loué à son nom. Prétendant que cette arme avait servi dans deux attaques distinctes, début 1982, ayant coûté la vie en janvier à un militaire américain membre de la CIA, puis en mars à un diplomate israélien agent du Mossad, il est rejugé en 1987. Condamné à la perpétuité pour complicité de meurtre, il sera désormais considéré comme un terroriste.

George Abdallah a toujours clamé son innocence des faits qui lui étaient reprochés. Il a dit lors de son procès : « Si le peuple ne m'a pas confié l'honneur de participer à ces actions anti-impérialistes que vous m'attribuez, au moins j'ai l'honneur d'en être accusé par votre cour et de défendre leur légitimité face à la criminelle légitimité des bourreaux. »⁴

Tout au long de sa détention il est resté fidèle à ses engagements anti-impérialistes et anti-sionistes.

Si les pressions américaines, d'ailleurs révélées par Wikileaks, et israéliennes sont bien réelles, la France ménage avant tout ses propres intérêts impérialistes et néocoloniaux vis-à-vis du Liban. Liban dont le gouvernement s'est d'ailleurs bien gardé jusqu'ici d'exigé la libération de son ressortissant. Il est aujourd'hui évident que G. Abdallah reste emprisonné à cause de ses convictions politiques, et que si le pouvoir judiciaire ne s'oppose pas à sa libération, il existe un acharnement politique à faire payer un militant anti-colonial dont la libération serait vue comme une victoire, non seulement au Liban, mais dans tout

le camp palestinien. Et il est certain que dans la situation actuelle, BDS et la résistance palestinienne ayant le vent en poupe, cela serait très mal perçu en Israël, allié historique de la France, qui est assis sur une pou-drière et est actuellement engagé dans une fuite en avant – que ce soit en terme de répression, de colonisation et de déportations. C'est pourquoi l'exigence de cette libération doit être à l'agenda de tout militant anti-colonial conséquent.

Seule une mobilisation d'ampleur pourra d'ailleurs imposer un rapport de force capable de faire plier le gouvernement français. Si le cas Abdallah fait beaucoup parler de lui au Liban et dans le monde arabe, il faut intensifier la campagne de solidarité, en France évidemment, où il est incarcéré, mais aussi dans les autres centres impérialistes, dont la Belgique. Son maintien en détention est une honte pour le gouvernement français. Le ministère de l'intérieur doit signer la demande d'extradition !

► Il faut qu'il signe !

► Libérez George Abdallah !

► Libérez la Palestine !

Notes :

[3] Jean Genet, *Quatre heures à Chatila*, Librairie des colonnes éditions, 2016

[4] Pierre Carles, « Terroriste » un jour, terroriste toujours ?, sur Le Monde diplomatique, 1er août 2020

Pour en savoir plus : appel belge pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah :

<https://www.facebook.com/Lappel-belge-pour-la-lib%C3%A9ration-de-Georges-Ibrahim-Abdallah-frNL-1585594844820265/>

Pour lui écrire :

Monsieur Georges Ibrahim ABDALLAH
2388/A221 CP de Lannemezan
204 rue des Saligues
BP 70166
65307 LANNEMEZAN

GKN et Alitalia : au-delà des barrières syndicales.

Un exemple de résistance aux attaques du gouvernement Draghi.

► *Daniele Cofani (ouvrier d'Alitalia)*

Paru le 27 octobre 2021 sur le site du PdAC, section de la LIT-QI en Italie.

Contrairement aux années précédentes, je pense que nous pouvons dire que cette année, il y a les prémisses d'un véritable automne de lutte, qui verra comme protagonistes non seulement des travailleurs de différents secteurs et catégories, et des militants de divers mouvements sociaux, mais également des étudiants engagés dans la grande bataille pour la défense du climat et de l'environnement (une bataille que toute la classe ouvrière devrait également soutenir).

Deux ans après le début de la pandémie, le gouvernement et les patrons présentent la facture à l'ensemble du monde du travail, et alors qu'ils ont maintenu leurs grands profits en produisant en pleine urgence sanitaire et en empochant des millions de fonds publics, ils ont désactivé le gel des licenciements, avec l'aide des bureaucraties syndicales. Cela a donné le feu vert politique à diverses restructurations et délocalisations, avec des milliers de licenciements déclarés dans les différents secteurs de production. Nous avons souvent parlé des différentes entreprises en crise et de la résistance des travailleurs et travailleuses pour la défense de l'emploi et des salaires (Whirlpool, Gianetti, Ilva, Stellantis, etc.). Mais je voudrais me concentrer sur deux luttes dont nous pouvons tirer des leçons importantes : GKN et Alitalia.

Je crois que la première chose à valoriser sont les structures organisationnelles dont les travailleurs se sont dotés : la plus ancienne et la plus solide représentée par le Collectif d'usine chez GKN de Florence ; et la plus récente, mais avec un rôle central dans la lutte, le Comité Tutti A Bordo – No al piano Ita (Tous à bord – Non au plan ITA), créé il y a quelques mois chez Alitalia.

À la base de ces deux expériences, il y avait la nécessité de construire un organisme indépendant qui mettrait la démocratie et la participation au centre, au-dessus des divisions qui caractérisent le monde syndical, et qui répondrait avant tout aux besoins des travailleurs et non à ceux des différentes structures bureaucratiques. Cette modalité s'est également reflétée dans l'approche et le dialogue avec les autres secteurs en lutte, où le point commun n'était pas l'affiliation syndicale, mais les pratiques et les revendications de la lutte, avec l'intention de dépasser les frontières sectorielles. Et je crois pouvoir dire que c'est précisément sur cette base qu'a pris forme la relation entre les travailleurs de GKN et ceux d'Alitalia, qui se sont soutenus dans la lutte, chaque fois que l'occasion se présentait.

Solidarité de classe

C'est en une chaude soirée d'août que quelques travailleurs d'Alitalia ont rejoint, avec des tracts de solidarité et leur bannière Tutti A Bordo – No al piano Ita, une manifestation organisée par le Collectif d'usine de GKN,

ensemble avec l'ANPI (Association nationale de Partisans d'Italie) du lieu, à l'occasion de l'anniversaire de la libération de Florence du nazisme (le 11 août), pour rappeler la lutte de résistance dont les ouvriers florentins ont été les protagonistes. Ils ont répondu ainsi à l'appel Insorgiamo (nous nous mettons debout). Il va de soi que le lendemain, nous nous sommes rendus à l'usine GKN de Campi Bisenzio, alors occupée, où est né le lien entre ces deux situations en lutte. Autour d'un déjeuner et d'un verre de bière, nous avons eu des échanges concernant les attaques que nous subissons, et surtout concernant la façon de réagir.

Nous ne pouvions pas manquer l'énorme manifestation du 18 septembre à Florence, où des dizaines de milliers de travailleurs et de militants ont défilé ensemble dans un long cortège, avec à la tête – arborant leur bannière Insorgiamo – les travailleurs de GKN. Nous pouvons considérer qu'il s'agit, de mémoire, de l'une des manifestations ouvrières les plus combatives et participatives de ces dernières décennies : elle a donné un coup de fouet à toutes les situations de lutte du pays, en proie aux attaques et à l'isolement.

En outre, en tant que travailleurs d'Alitalia, nous n'oublierons jamais cette tortue chantante et combative de quelque 70 travailleurs de GKN qui, le 24 septembre, s'est manifestée en solidarité à l'aéroport de Fiumicino lors de la grève générale du secteur aérien.¹ Une importante grève en front commun qui

a paralysé les vols et a donné lieu à un cortège de deux mille travailleurs abandonnant le terminal et se dirigeant ensuite à l'autoroute vers Rome, la bloquant pendant plus de deux heures.

Insorgiamo !

En tant que travailleurs d'Alitalia, nous avons pensé qu'il était de notre devoir de répondre à l'appel lancé par les travailleurs de GKN et de l'étendre à l'ensemble du monde du travail : **Insorgiamo !** Oui, nous nous mettons debout, parce que nous nous sentons partie intégrante et active, non pas d'un slogan, mais d'une nécessité qui concerne tous les travailleurs : s'unir pour rejeter les attaques que nous subissons depuis des décennies de la part des gouvernements et des patrons, au sein d'un système qui est orienté exclusivement à la protection des profits de quelques dizaines de millionnaires, à la prolifération de la misère de millions de travailleurs et à la dévastation de la planète entière jusqu'à sa destruction. Quelques centaines de travailleurs organisés dans un Collectif d'usine ont donné un exemple de lutte à tout un pays, non seulement pour se défendre contre les énièmes délocalisations imposées par les fonds et les multinationales, mais aussi pour tenter de construire le nécessaire rapport de force qui, pendant trop longtemps, a été clairement contre nous. Si nous restons isolés et divisés – comme le souhaite la grande majorité des directions syndicales – nous continuerons à rester faibles et à perdre, face à toute forme d'attaque, qu'il s'agisse d'une délocalisation, d'une restructuration d'entreprise, d'un changement de contrat ou d'un simple renouvellement de contrat.

En tant que travailleurs d'Alitalia, nous avons nous aussi contribué à la reprise des mobilisations dans le pays, en faisant preuve de ténacité et de combativité à travers des pratiques organisationnelles et de lutte qui se sont manifestées pendant des mois dans des grèves et des occupations de routes et d'aéroports, contre un véritable massacre soutenu par le gouvernement mais aussi par les directions syndicales : ces dernières ont préféré les cénacles de la concertation plutôt que la lutte et sa généralisation, en essayant par tous les moyens de rendre celle-ci inoffensive. Nous avons lutté contre tout et contre tous, même contre

situations de lutte et de mouvement dans une mobilisation générale et généralisée. Cette mobilisation devra nous voir comme protagonistes, après la grève du syndicalisme de base du 11 octobre,² des prochaines échéances de mobilisation, à commencer par la manifestation contre le G20 à Rome. Il faut, en particulier, avancer dans la construction d'une véritable grève générale de masses jusqu'à l'éviction du gouvernement Draghi, avec l'objectif stratégique de créer également les conditions permettant de faire tomber ce système socio-économique qui ne génère qu'exploitation, oppression et dévastation. Cela vaut également pour



les illusions de ce système, en cherchant nos alliés parmi les travailleurs en lutte et en défiant à plusieurs reprises ceux qui continuaient à nous vendre de la fumée tant dans le domaine politique que syndical.

S'il est vrai qu'ils ont réussi à mettre ITA en marche, nous n'avons pas baissé les bras : « de cette défaite naîtra la victoire future », comme disait la révolutionnaire Rosa Luxemburg. Mais cette grande victoire doit être construite en organisant un large front de lutte qui unit – à partir de la défense de GKN où une victoire serait importante pour toute la classe ouvrière – toutes les

la lutte d'Alitalia : reprendre possession de la compagnie aérienne nationale et la placer sous le contrôle des travailleurs...

► Insorgiamo! Nous nous mettons debout !

Notes :

[1] <https://www.partitodialternativacomunista.org/articoli/sindacato/24-settembre-un-importante-giornata-di-sciopero-e-lotta-non-e-che-l-inizio>

[2] <https://www.alternativacomunista.it/articoli/sindacato/11-ottobre-un-importante-giornata-di-sciopero-e-di-lotta>

Echec de la COP26 : Lutter pour le socialisme pour faire face à l'urgence climatique

► Par Jeferson Choma du PSTU (Section brésilienne de la LIT-QI), le 25/11/2021

La 26e conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP26), qui s'est tenue à Glasgow, en Écosse, s'est terminée comme l'avait prédit l'activiste climatique Greta Thunberg : avec beaucoup de « bla bla bla », dans la « célébration du business » et avec de beaux discours qui n'ont pas pu cacher son échec retentissant.



Il s'est agi d'un nouvel « échec annoncé » du capitalisme pour ce qui est de sa manière de combattre le réchauffement de la planète. Une preuve de plus que ce système ne peut pas arrêter la crise qu'il a lui-même provoquée ; ce qui pose la nécessité de le dépasser et de construire une société socialiste pour faire face à l'urgence climatique.

Comprendre l'échec

Pour comprendre cela, il faut se rappeler que l'objectif de la Conférence était d'approuver des mesures qui pourraient garantir les objectifs de l'« Accord de Paris », signé par 195 pays à la suite de la COP21 en 2015 : limiter l'augmentation de la température mondiale à moins de 2 degrés Celsius au cours de ce siècle, en faisant des efforts pour atteindre, au maximum, une augmentation de 1,5°.

Les scientifiques ont déjà prévenu que si la température moyenne de la Terre augmente de plus de 2° Celsius, les conséquences seront catastrophiques, entraînant une élévation du niveau des mers et des catastrophes naturelles plus intenses et plus fréquentes. Dans ce scénario, il est très probable que nous soyons confrontés à un effondrement environnemental en cascade, dans la mesure où les systèmes de la Terre dépassent leurs seuils critiques.

Pour ne prendre qu'un exemple, une augmentation de la température de plus de deux degrés peut provoquer le dégel du permafrost, le sol gelé en permanence en Russie, en Alaska et au Canada, et libérer une immense quantité de carbone dans l'atmosphère. On estime que le permafrost contient deux fois plus de dioxyde de carbone (CO2) que l'atmosphère !

Pour éviter cette catastrophe (c'est-à-dire pour que la hausse des

températures ne dépasse pas 2°C), il faudrait imposer des réductions rapides et profondes des émissions de carbone : 45 % d'ici à 2030 (par rapport aux niveaux de 2010) et zéro émission en 2050.

Cela exigerait une révolution totale de la matrice énergétique, à commencer par la fermeture des mines de charbon, la non-ouverture de nouvelles plateformes pétrolières et gazières (d'ici à 2030) et l'arrêt de l'utilisation du pétrole et du gaz comme combustibles avant 2050. Tout cela combiné au développement de sources d'énergie propres, telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne (par la captation du vent) et l'hydrogène vert (c'est-à-dire produit sans utilisation de combustible fossile).

Mais le capitalisme est absolument incapable d'opérer cette transformation et la COP26 a été un nouveau chapitre de cet échec.

La conférence n'a même pas renouvelé les objectifs pour 2030 (oui, ceux qui définissaient la limitation du réchauffement à 1,5 degré). La déclaration finale a également été modifiée. Au lieu de « supprimer progressivement » le charbon, la formulation finale du document parle de « réduire progressivement » l'utilisation de ce combustible. La modification du texte a été effectuée sous la pression de l'Inde, troisième émetteur mondial de gaz à effet de serre (qui provoquent une rétention « excessive » de chaleur dans l'atmosphère), après la Chine et les États-Unis. Le pays dépend fortement du charbon et son utilisation va augmenter au cours de cette décennie.

Les technologies au service des compagnies pétrolières

L'envoyé américain pour le climat, John Kerry, a tenté de sauver les apparences en affirmant que la

technologie de capture et de stockage du carbone pourrait être développée pour capturer les émissions à la source et les stocker sous terre.

Cependant, la capture et le stockage du carbone est une proposition extrêmement controversée pour l'action climatique. À l'heure actuelle, la plupart des projets de séquestration du carbone visent à le stocker dans des formations géologiques sédimentaires en profondeur. Le gouvernement norvégien a même créé Gassnova, une entreprise d'État chargée de stocker le carbone dans les profondeurs de la mer du Nord. Ce qui est curieux, c'est que presque tous ces projets sont soutenus et financés par des compagnies pétrolières telles que Chevron, BHP et Shell. Mais quel est l'intérêt des compagnies pétrolières à développer ces technologies ?

Outre l'intérêt évident de continuer à émettre du CO₂, il y en a un autre. Actuellement, 88 % de la séquestration du CO₂ est utilisée par l'industrie pétrolière pour extraire davantage de pétrole. Le CO₂ capté, une fois injecté dans les roches sédimentaires, peut être utilisé pour extraire les derniers gisements de pétrole, dans des puits qui ont dépassé leur période de haute productivité. Cette technique est utilisée depuis des décennies par l'industrie pétrolière et gazière américaine et on estime que son utilisation peut permettre d'extraire 30 % de pétrole supplémentaire. En d'autres termes, le développement de cette technologie vise à prolonger l'ère des combustibles fossiles.

Économie verte

Tirer profit de la catastrophe climatique

Mais ce ne sont là que les échecs les plus visibles de la COP26, qui a

également réitéré les solutions anciennes et dépassées de l'« économie verte ». Parmi elles, le soutien au marché des « crédits carbone », qui sont des actifs financiers négociés en bourse, permettant aux pollueurs d'émettre des gaz à effet de serre à un coût moindre, par rapport aux amendes et aux sanctions.

Une autre « solution » mise en avant par des dizaines d'« abécédaires » qui projettent la réduction des émissions de CO₂ est l'incitation aux biocarburants (produits par la matière organique, à partir de produits tels que la canne à sucre, le maïs, le soja, les graines de tournesol, le bois et la cellulose). Mais penser que la production de biocarburants est « durable » est une absurdité totale.

Il suffit de voir les régions du Brésil envahies par d'immenses plantations de canne à sucre utilisées pour la production d'éthanol, qui ont supprimé (et continuent de supprimer) des forêts et des biomes entiers (régions dont les caractéristiques environnementales sont similaires). L'intérieur de l'État de São Paulo est l'une de ces régions. La destruction de la forêt primaire et son remplacement par des plantations de canne à sucre est l'un des principaux ingrédients des tempêtes de poussière qui ont frappé plusieurs villes ces derniers mois.

Stimulation des conflits agraires

En outre, l'incitation aux biocarburants approfondit les méthodes et la logique d'accumulation, en augmentant la spéculation foncière, la concentration des terres, l'expulsion et la violence à l'encontre des paysans, des quilombolas¹ et des indigènes.

C'est l'une des raisons pour lesquelles aucun gouvernement n'a

prêté attention aux demandes du peuple guarani-kaïowá du Mato Grosso do Sul. Son territoire ancestral est accaparé par les « biocarburants » (canne à sucre et soja à perte de vue), tandis qu'il continue d'être exterminé par les milices de propriétaires fonciers et que ses petits villages (confinés dans de véritables « bantoustans », comme on appelait les territoires noirs ségrégués sous le régime de l'apartheid en Afrique du Sud) sont attaqués et incendiés tous les mois. De 2003 à 2014, 335 autochtones ont été assassinés dans cette seule région du Brésil.

Le soutien apporté par les gouvernements capitalistes à l'utilisation des biocarburants est le signe avant-coureur de conflits agraires de plus en plus importants. À partir de là, on peut comprendre la dimension de la lutte contre le « cadre temporel » menée par les peuples indigènes du Brésil.

La prétendue « économie verte » n'arrêtera pas l'effondrement environnemental en cours. Ce n'est qu'un nouveau front pour l'expansion du capital afin que la bourgeoisie puisse continuer à accumuler sur la base du vol, du pillage et de la mort.

De vaines promesses

Près de 6 000 milliards de dollars de subventions pour l'industrie des combustibles fossiles

Lors de la COP26, les principales institutions financières du monde se sont engagées à investir 130 000 milliards de dollars dans la transition vers une économie sans carbone. Joe Biden s'est vanté d'allouer 555 milliards de dollars, toujours au cours de cette décennie, pour garantir la transition.

Cependant, toutes ces promesses sonnent tout aussi faux que celles de Bolsonaro, qui s'est engagé à diminuer la déforestation au Brésil, notamment en Amazonie. Sous Bolsonaro, l'Amazonie a connu les taux de déforestation les plus élevés depuis 2006. Tout le monde sait que la forêt continuera d'être détruite sous son gouvernement et il n'y a aucune raison de croire ses promesses.

Mais y a-t-il une raison de croire les déclarations de Biden et l'« engagement » pris par les institutions financières ? En aucun cas. Tout d'abord, tout en nous promettant la lune, ils continuent de dépenser des milliers de milliards de dollars en subventions aux combustibles fossiles. Selon un rapport du Fonds monétaire international (FMI), publié dans le journal britannique « The Guardian » le 06/10/2021, on estime que l'industrie des combustibles fossiles bénéficie de subventions de 11 millions de dollars par minute. Au total, la production et la combustion du charbon, du pétrole et du gaz ont été subventionnées à hauteur de 5 900 milliards de dollars en 2020.

Ces subventions de milliards de dollars constituent un problème majeur pour le développement des technologies de production et de distribution d'énergie propre. Un rapport de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, publié en 2020, a recensé quelque 634 milliards de dollars de subventions au secteur de l'énergie pour cette seule année, et a constaté qu'environ 70 % de ce chiffre étaient destinés aux combustibles fossiles. Seuls 20 % sont allés à la production d'énergie renouvelable.

La vieille matrice d'énergie fossile est toujours moins chère et plus rentable pour le capital, qui l'exploitera de manière prédatrice jusqu'à son épuisement. À moyen terme, les investissements dans les énergies

propres ne feront que promouvoir un « mix » énergétique, c'est-à-dire une diversité de sources énergétiques, et non la transition nécessaire pour éviter l'effondrement de l'environnement. Son développement servira également à ce que certains pays centraux du système puissent tirer un revenu technologique de sa vente, comme l'industrie pharmaceutique le fait aujourd'hui avec les vaccins.

L'urgence du socialisme

En plus d'être un étalage de fausses promesses, la COP26 a été une vitrine pour ce qu'on appelle le « greenwashing » (littéralement, « lavage vert » ou « maquillage vert », c'est-à-dire la pratique consistant à utiliser de fausses mesures de protection de l'environnement pour tenter d'améliorer l'image d'un pays ou d'une entreprise) ou le « marketing vert », pratiqué par de nombreuses entreprises qui tentent de nous convaincre (et aussi de nous corrompre) que le capitalisme est durable.

Ils veulent nous tromper et dire qu'il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme. Seule la construction d'une société socialiste, basée sur la planification démocratique de l'économie, peut rétablir l'équilibre métabolique (c'est-à-dire dans les relations et les « échanges d'énergie ») entre les êtres humains et la nature, développer de nouvelles matrices énergétiques et promouvoir une révolution des forces productives. Soit l'humanité en finit avec le capitalisme, soit le capitalisme en finira avec l'humanité.

Notes :

[1] Habitants des quilombos, villages initialement fondés par des communautés d'esclaves en fuite.



UK : Le Brexit des Tories s'attaque aux travailleurs

Le Brexit n'est pas une partie de plaisir pour les travailleurs. Le Brexit s'est accompagné d'une plus grande déréglementation et de réductions de salaires par le biais de licenciements ou d'une politique de recrutements suivis de licenciements dans les secteurs privé et public. Ces attaques ont commencé pendant la période du Covid et se sont accélérées après le Brexit. Du fait des licenciements, du gel des salaires et des mauvaises conditions de travail, de nombreuses grèves ont eu lieu en 2021, malgré la réticence à se battre des dirigeants syndicaux.

► Par Martin Ralph – ISL section de la LIT-QI au Royaume-Uni

Au cours de la COP26, 800 travailleurs du secteur des déchets et des ordures ont bloqué les services de nettoyage de Glasgow en raison de leurs salaires et de leur colère face au manque d'investissement. La direction du syndicat GMB avait annulé la grève, mais les travailleurs ont forcé la mise en œuvre de celle-ci.

Les travailleurs du rail du RMT ont combattu Scotrail pendant six mois par des actions de grève tous les dimanches, et en septembre, 84% des travailleurs ont soutenu une grève totale. Les syndicats Unite, TSSA et ASLEF ont lâché l'affaire, mais les 2000 membres du RMT ont continué jusqu'à ce que la direction cède.

En novembre, les membres du RMT (rail) travaillant pour le service Caledonian Sleeper géré par Serco¹ ont entamé la première d'une

série de grèves de 48 heures sur les salaires.

En octobre, les travailleurs de Stagecoach² de Gwent (sud du Pays de Galles) ont mené six jours de grève pour réclamer une augmentation de 1 £ de leur salaire horaire de 9,50 £. La grève des travailleurs des bus contre les licenciements a été couronnée de succès à Manchester. Et dans le Nord-Est, à Newcastle et dans sa région, 800 travailleurs des bus ont voté pour 12 jours de grève en novembre et décembre pour des questions de salaire.

Les grèves de l'éducation dans les universités, les collèges et les écoles de Londres, Liverpool, Brighton et d'autres villes, dont certaines étaient des grèves prolongées, ont combattu contre les licenciements secs, pour les salaires et contre le harcèlement des représentants syndicaux, avec quelques victoires.

La grève TOTALE de 100 travailleurs de l'entrepôt Clarks de Street, dans le Somerset, contre une attaque vicieuse de type « licenciement et réembauche », en est à sa sixième semaine. C'est la première grève totale dans la région rurale du Somerset depuis 1986.

United Voices of the World, un syndicat de travailleurs précaires qui s'est battu pour obtenir des augmentations de salaire, a entamé une action de grève au Sage Nursing Home (contre les salaires de misère) et les agents de sécurité votent à l'hôpital de Great Ormond Street pour l'égalité des droits. La plupart de ces travailleurs/ses sont des Noir.es ou des membres de minorités ethniques.

Les éboueurs ont fait grève contre le conseil municipal de Brighton Hove, dirigé par le parti Vert, et ont obtenu une augmentation de salaire de 4 000 £.

Les conservateurs ne donnent rien aux travailleurs

Le capitalisme britannique est paralysé par des problèmes tels que le Covid, l'approvisionnement en carburant, le manque de travailleurs, parce que la seule solution est la propriété sociale et le contrôle par la société, mais le Brexit n'était pas prévu pour cela mais pour le contraire – une déréglementation et une privatisation toujours plus grandes.

Il y a du mécontentement et des grèves dans toute la Grande-Bretagne, et cela va croissant. L'austérité n'a jamais disparu. Le Brexit était un moyen capitaliste de sortir de l'UE et non un moyen fait pour les travailleurs. Les problèmes économiques auxquels le capitalisme est confronté signifieront davantage d'attaques contre

les travailleurs du privé et du public et contre de nombreux secteurs des classes moyennes.

Le gouvernement et le capitalisme n'ont aucune intention de résoudre la crise climatique. Par exemple, la quasi-totalité des transports publics est aux mains du secteur privé. Leur intérêt est d'attaquer les travailleurs et de faire du profit. La même question se pose à la fois au Royaume-Uni du Brexit et à l'UE – faire du profit et réaliser quelques somptueux voyages pour parler du climat.

Beaucoup de gens à gauche parlent de réintégrer l'UE, mais l'UE n'est pas un organe démocratique et applique sa politique de monopole dans tous les États membres au profit de l'Allemagne et de la France. C'est l'une des raisons pour lesquelles il y a plus de grèves en Italie qu'en Grande-Bretagne. Le gouvernement italien et l'UE se sont efforcés de démanteler Alitalia et ont réussi à le faire, mais la résistance en Italie s'accroît.

Alors que les travailleurs construisent leurs grèves au Royaume-Uni, il est vital d'établir des liens avec d'autres travailleurs en lutte au niveau national et international, pour planifier des actions coordonnées. Soutenons et construisons une action unie avec les travailleurs européens contre les employeurs et contre les gouvernements du Royaume-Uni et de l'UE.

Ce n'est que de cette manière que nous pouvons dire que de nombreux travailleurs ont eu raison de voter pour quitter l'UE. Nous devons construire une lutte unie des travailleurs britanniques contre les Tories, non pas pour retourner dans l'UE, mais en alliance avec les travailleurs européens qui luttent contre leur gouvernement et les diktats de l'UE.

Le Brexit des Tories est utilisé pour essayer de se frayer un chemin vers

plus de profit. Mais seule une solution socialiste de contrôle ouvrier et un gouvernement des travailleurs issus de la lutte de masse peuvent résoudre les questions brûlantes que soulèvent le Covid, le changement climatique, les services publics et le Brexit.

Notes:

[1] Un service de wagons-lits pour les trains entre Londres et l'Ecosse. Serco est une grande entreprise de prestations de services cotée en Bourse.

[2] Stagecoach est une grande entreprise de transports.

République démocratique du Congo : Une lumière au bout du tunnel

La République Démocratique du Congo, alias Congo Kinshasa, possède et exploite une gigantesque réserve minérale composée de cobalt, de coltan, d'or, de cuivre et d'uranium ; elle possède également l'une des plus grandes réserves forestières de la planète. On peut dire que c'est un pays riche. D'autre part, le chômage, la pauvreté et la faim font de ce Congo l'un des pires pays au monde pour y vivre. Cette immense contradiction est possible à cause de la présence de milices qui tuent quotidiennement en toute impunité : les troupes de l'ONU, connues sous le nom de Monusco, qui sont les complices directs de la violence ; celles de gouvernements dictatoriaux successifs comme l'actuel de Félix Tshisekedi, qui impose l'état de siège dans les zones de plus grand conflit, criminalise les luttes sociales et n'autorise même pas la musique contestataire.



► Cesar Neto et Yves Mwana Mayas,
2 décembre 2021

Félix Tshisekedi : un dictateur au service de l'impérialisme mondial et de ses entreprises

Félix Tshisekedi est intervenu en véritable arbitre face aux querelles inter-impérialistes. Si dans certains pays, comme le Zimbabwe, le dictateur en fonction est soutenu par la Chine, et que Macron soutient celui du Tchad, Tshisekedi parvient à être un arbitre face aux différends et à recevoir le soutien de tous. En bon bonapartiste, il agit en arbitre et, en même temps, en dictateur et en oppresseur de son peuple.

Lors de la réunion de la COP26, Tshisekedi apparût aux côtés des principaux dirigeants de l'impérialisme et de ses satellites. On le voit en photo avec Biden, Macron, Boris Johnson, Angela Merkel, etc.

Lors de sa récente visite en Israël, il a reçu le titre *Honoris Causa* de l'Université de Netanya, il a acheté des armes pour réprimer le peuple, il s'est engagé à nommer un ambassadeur en Israël après une absence de deux décennies, à ouvrir une section commerciale à Jérusalem, à soutenir Israël à l'ONU, ainsi qu'à soutenir l'adhésion d'Israël à l'Union africaine en tant qu'État observateur.

Chez lui, Tshisekedi a affronté les revendications démocratiques les plus élémentaires en imposant Denis Kadima pour la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), qui doit s'occuper des élections présidentielles de décembre 2023. Les réactions furent immédiates. Des milliers de personnes descendirent dans la rue pour protester contre la composition de la CENI. Mais, contrairement aux élections précédentes, la lutte dans la rue pour des élections propres comportait un élément supplémentaire : la crise économique mondiale, la

pandémie et ses effets sur les travailleurs et la population. Ce qui fait que, dans la manifestation, en plus des pancartes réclamant la transparence du processus électoral, il y en avait réclamant les arriérés de salaire des enseignants en grève.

Une crise politique se profile

Alors que le mécontentement social augmente, les grèves sont réprimées et le gouvernement Tshisekedi demande à la population de se serrer la ceinture, par manque d'argent ; il y a un phénomène d'enrichissement illicite et scandaleux des politiciens ; et tout cela se passe avec le soutien actif ou passif de Félix Tshisekedi.

Alors que Tshisekedi et son gouvernement intimident les enseignants pour qu'ils lèvent leur grève, et paye un enseignant 120 dollars par mois, il fait don de 500 jeeps Hyundai Palisades à 500 députés nationaux, afin que ces politiciens soutiennent sa coalition politique. Ces jeeps furent payées par les finances publiques. En RDC, un député gagne en un mois l'équivalent de dix ans de salaire d'un enseignant ou d'un policier.

Entre-temps, alors qu'il enrichit les politiciens, Félix appauvrit davantage les pauvres en extrayant chaque mois frauduleusement l'équivalent de 7 dollars par an à chaque citoyen, comme taxe d'utilisation d'un téléphone portable. À noter qu'il y a plus de 38 millions de Congolais qui utilisent un téléphone. Cet argent, qui n'est pas un impôt et n'est justifié par aucune loi, est administré par une structure occulte dont les comptes n'apparaissent dans aucune rubrique des comptes officiels de l'État. Mais derrière cela, il y a le ministre en charge des Postes et Télécommunications, beau-frère

du président et patron de la société écran 5C Energy.

Faut-il rappeler que depuis le début de son mandat, en mars 2019, Félix Tshisekedi a mis en œuvre un programme de construction d'infrastructures, administré sous sa coordination, qui a coûté plus de 400 millions de dollars, la plupart détournés ? La justice congolaise a organisé des procès publics, elle a condamné toutes ces personnes et les a mis immédiatement en prison. Et curieusement, Félix Tshisekedi commença alors à signer des décrets accordant des grâces présidentielles à tous ces voleurs, qui furent libérés de prison sans rembourser un centime, ce qui montre que Félix était le destinataire ultime de tout cet argent détourné. En trois ans au pouvoir, Félix a effectué environ 118 voyages à l'étranger avec des délégations de plus de 50 personnes, ce qui ronge les caisses de l'État. Son cabinet est passé de près de 400 personnes sous Kabila à 1018 actuellement, augmentant ainsi le fardeau de l'État.

Et dans le budget de l'État, plus de 65 % des ressources sont destinées au fonctionnement des institutions, ce qui est une répartition injuste des richesses naturelles. Bref, on observe un enrichissement de l'entourage privé et familial de Félix Tshisekedi alors qu'il demande à la population de se serrer la ceinture, d'être patiente et de n'espérer des améliorations salariales que plus tard. Tout cela explique aussi le durcissement dans le mécontentement de la population qui, jusqu'à récemment, croyait que le départ de Kabila signifiait la fin d'un système. Ils avaient donc tort : le système hérité de Kabila a suivi son cours avec Félix Tshisekedi. C'est le début de cette appréhension qui est derrière les luttes qui ne font que commencer.

La lumière au bout du tunnel

Les mois de septembre et octobre furent marqués par l'entrée en scène de la classe ouvrière organisée. Les enseignants et les dockers sortirent pour se battre.

Les enseignants ont lancé une grande grève pour les salaires, les primes, l'âge de la retraite et d'autres questions. Les institutions religieuses contrôlent environ 80 % des écoles primaires, mais les enseignants sont payés par l'État congolais.

La grève démasque toute la cruauté du système d'exploitation minière au service des capitaux étrangers. Début septembre, le ministère de l'Éducation déclara que 58 000 nouveaux enseignants du primaire seraient payés jusqu'en octobre et que le reste serait payé dès que les moyens seraient disponibles. C'est-à-dire : continuez à travailler et (un jour) votre salaire vous parviendra.

La grève rend également explicite le traitement que la dictature de Félix Tshisekedi réserve aux enseignants grévistes. Le ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST), Tony Mwaba, menaçait les grévistes qu'ils pourraient tous être licenciés.

L'autre grève fut celle des travailleurs de la Société Commerciale des Transports et des Ports (SCTP), l'entreprise publique qui gère le port de Matadi. Le motif était un retard absurde dans le paiement des salaires : 38 mois ! D'autre part, les travailleurs luttent contre le démantèlement de l'entreprise et la présence de ports clandestins et illégaux.

La SCTP opère dans 17 provinces et compte plus de 8000 agents actifs. La grève commença le vendredi 15 octobre et devint tellement radicale

que, « le vendredi suivant, des centaines d'employés de la société portuaire d'État envahirent son siège, cassant des vitres, incendiant des meubles et affrontant la police. Celle-ci tira des gaz lacrymogènes contre le siège situé dans la capitale Kinshasa, tandis que les travailleurs de la SCTP dansaient autour d'un tas de meubles en feu sur l'escalier d'entrée et jetaient des pierres sur les forces de la police. »¹

La grève continua à se radicaliser et les troupes de l'ONU (de la Monusco) commencèrent à surveiller la grève ; c'est-à-dire, bien sûr, à se préparer à réprimer les travailleurs, tout comme l'ont fait les troupes de l'ONU en Haïti.

Face à l'énorme pression, le gouvernement appela à la négociation par l'intermédiaire du ministre des Transports et des Autoroutes,

Chérubin Okende Senga, qui pouvait compter avec le pas en arrière de la direction syndicale : les travailleurs acceptèrent le paiement de seulement deux mois de salaire et le retour au travail.

L'importance de ces grèves

Tout d'abord, il faut aider les travailleurs à étendre leur lutte. Trouver des alliés pour leur grève, au pays et à l'étranger. De la même manière que le gouvernement s'appuie sur les troupes de la Monusco pour réprimer, nous devons chercher des travailleurs d'autres régions du monde pour nous soutenir.

Deuxièmement, et non moins important, il faut tenir compte du fait que ce ne sont pas toujours les secteurs les plus organisés des travailleurs qui partent en grève. De plus, les travailleurs en mouvement,

en lutte, sont toujours plus sensibles aux problèmes politiques. La grève brise la routine du boulot-métro-dodo, ou de toute autre alternative. Dans les luttes, la politique commence à être considérée comme quelque chose d'important dans la vie des travailleurs. C'est pourquoi, en tant que marxistes, nous devons accompagner étroitement ces luttes et les autres, et inviter les camarades qui ont commencé à découvrir la politique à venir nous rejoindre.

Ces grèves peuvent indiquer que nous commençons à voir les travailleurs organisés entrer en scène. Nous commençons peut-être à voir une lumière au bout du tunnel.

Notes :

[1] <https://www.reuters.com/world/africa/congo-port-workers-clash-with-police-over-unpaid-wages-2021-10-22/>

>> Suite de la dernière page : Le socialisme sans liberté est un esclavage et une brutalité.

Des centaines de personnes ont été arrêtées pour avoir exercé non seulement leur droit de manifester, mais aussi leurs libertés démocratiques. Les événements n'ont pas encore été éclaircis publiquement, car la bureaucratie, dans son manque de transparence désormais habituel, a maintenu un silence honteux, une zone de confort qui ignore le sentiment populaire. On ne peut pas penser comme le peuple si on ne vit pas comme le peuple. Que peut faire la classe ouvrière cubaine face à cette situation ?

Nous considérons inacceptable la répression déclenchée par les autorités contre les manifestants, répression qui se poursuit aujourd'hui à

travers les procès dissemblables aux motivations clairement politiques qui sont en cours. On impose des peines longues et ridicules à titre d'exemple, en n'utilisant plus l'argument et l'idée révolutionnaire pour convaincre, mais la peur comme logique d'assujettissement pour gagner. Le machiavélisme, et non le marxisme, est la stratégie du PCC.

Convaincus comme Bakounine que la liberté sans socialisme est privilège et injustice et que le socialisme sans liberté est esclavage et brutalité, nous demandons la libération des manifestants du 11 juillet et la fin des procès politiques. La criminalisation de l'exercice des droits est un signe de plus de

l'éloignement de cet ordre politique du marxisme. Rappelant la certitude de Léon Trotsky selon laquelle identifier la révolution avec la bureaucratie au pouvoir et non avec la classe ouvrière revient à la trahir, nous appelons à la solidarité avec les personnes détenues et avec celles qui ont été condamnées par la bureaucratie bourgeoise du parti.

► **Socialisme et liberté !**

► **A bas la répression !**

► **Liberté de tous les prisonniers politiques !**

Le socialisme sans liberté est un esclavage et une brutalité.

Nous reproduisons la déclaration de Reclamo Universitario, un groupe d'étudiants universitaires qui se sont réunis après le 11J pour demander la libération des jeunes emprisonnés à Cuba. Il s'appelait Reclamo parce que les revendications étaient adressées au ministère de l'Enseignement supérieur, mais au fil du temps, il a pris une autre connotation, vers les revendications d'autres questions touchant les citoyens.

► Communiqué de Reclamo Universitario face aux procès et à la répression des manifestants de juillet 2021.

Le 27 janvier 2022



Le socialisme et l'oppression n'ont rien à voir l'un avec l'autre, pas plus que la libération et l'autonomisation de la classe ouvrière et la répression étatique des secteurs marginalisés et appauvris. Disons que leurs logiques et hypothèses sont même antagonistes. Les événements de juillet 2021 ont précipité des phénomènes sociopolitiques à Cuba qui marquent un tournant dans son histoire. Les foules affamées qui sont sorties des périphéries pour réclamer des médicaments, de la nourriture et la liberté, se sont heurtées à un système politique qui réserve la révolution et le socialisme pour les discours.

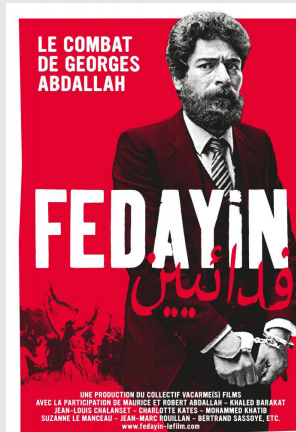
► Suite de l'article en page 19

Libérez Georges Abdallah !

Le 10 février prochain, la France doit décider du sort de son plus ancien prisonnier politique, Georges Ibrahim Abdallah, ressortissant libanais emprisonné depuis plus de 37 ans et libérable depuis 1999. Ce militant communiste, combattant de la cause palestinienne, et aussi plus ancien prisonnier politique en Europe, a en effet déposé une demande au tribunal administratif qui doit statuer sur son arrêté d'expulsion. Depuis 2012, la justice est favorable à sa libération, mais celle-ci doit être assortie d'un arrêté d'expulsion. Or depuis cette date, le ministère de l'intérieur refuse de signer ledit arrêté, empêchant ainsi volontairement sa libération. Depuis 2002 c'est pas loin de 10 demandes de libération conditionnelle qui ont été rejetées, soit par le pouvoir judiciaire, soit par obstruction du pouvoir politique.

Encore assez peu connu du grand public, le cas Abdallah, « l'affaire Abdallah » comme l'appelle Saïd Bouamama dans un livre qu'il vient de lui consacrer¹, est au fil des ans devenu un cas emblématique de la politique néocoloniale et impérialiste de la France, indissociable de la lutte pour la libération de la Palestine.

Son histoire a été racontée également dans un film sorti en 2020 : *Fedayin, le combat de Georges Abdallah*², à l'initiative de militants d'un comité de soutien. Elle commence au Liban au début des années 70 quand ce jeune instituteur, militant marxiste au sein du Parti National Social Syrien (PNSS) adhère au Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), dont l'activité dans



Notes :

[1] SAÏD BOUAMAMA, L'affaire Georges Ibrahim Abdallah, Premiers matins de novembre éditions, 2021

[2] Fedayin, le combat de Georges Abdallah, Vacarmes films, 2020

► Suite de l'article en page 9

Liberté pour tous les prisonniers politiques !